

Progrès et dynamisme dans le discours politique des partis nord-irlandais lors de la mise en place du processus de paix : une convergence de directions ?

Magali Dexpert

« *The Peace Process has to move forward.* » Tous les acteurs politiques du processus de paix nord-irlandais ont prononcé ces mots, tous partis confondus¹.

Le processus de paix témoigne d'une volonté mais également d'une nécessité de changement au sein de la Province nord irlandaise, d'un état de violence intercommunautaire et d'instabilité politique vers une paix durable. Cependant, il s'agit d'un processus long et laborieux, en raison des divergences politiques et religieuses extrêmement marquées entre les différents partis, lesquelles ont eu raison de la stabilité en Ulster pendant plusieurs décennies. Aussi, si l'idée de progrès politique apparaît être le dénominateur commun des discours politiques au cours de la mise en place du processus de paix en Ulster, il convient de se demander, compte tenu des différentes convictions politiques des partis de la Province, ce que signifie l'idée de progrès pour les partis unionistes, le parti républicain ou encore le parti nationaliste et si l'on peut parler de convergence d'opinions. Cette étude prendra en compte le discours politique des partis majeurs de la province au cours du processus de paix : l'*Ulster Unionist Party (UUP)* et le *Democratic Unionist Party (DUP)* du côté unioniste ; le *Social Democratic Labour Party (SDLP)* du côté nationaliste et le *Sinn Féin* du côté républicain² entre 1993 et 2000. S'il est certain que le processus de paix s'étend sur une période plus conséquente de l'histoire de la Province, une analyse complète de celle-ci dépasserait le cadre de cette étude. De plus, la période 1993-2000 s'avère être véritablement au cœur de la mise en place (et en pratique) du processus de paix et des accords de Belfast (1998), base sur laquelle fonctionne l'Assemblée nord irlandaise aujourd'hui.

Cette étude s'appuiera sur les discours et manifestes politiques des partis concernés, les déclarations faites au journal *The Irish Times*³ par ces derniers ainsi que sur les textes fondateurs de la dernière tentative de processus de paix dans la province. Elle tentera de déterminer en quoi les discours politiques des différents partis sur la question de l'avancement du processus de paix diffèrent ou convergent.

Nous analyserons dans un premier temps la réaction des partis politiques nord irlandais aux textes fondateurs du processus de paix tels que la Déclaration de Downing Street (1993) et les Accords de Belfast (1998) afin de dégager leurs convictions politiques respectives ; puis il conviendra d'observer la nature du discours nationaliste et républicain au regard de l'avancement du processus de paix ;

¹ Afin de rendre l'expression anglaise "*moving forward*" en français, nous utiliserons le terme « progrès », tout en considérant que l'utilisation de cette expression par les protagonistes du processus de paix en Irlande du Nord relève d'une dynamique, à savoir d'une volonté d'influer une force à un discours politique visant l'évolution vers la paix en Ulster.

² Dans le contexte politique nord-irlandais, le terme « républicain » renvoie à une personne soutenant l'usage de la force par des groupes paramilitaires dans le but d'obtenir une Irlande réunifiée ; contrairement aux républicains, les nationalistes (qui aspirent également à la réunification de l'Irlande) ne soutiennent pas l'action des groupes paramilitaires et préfèrent opter pour une action politique totalement pacifique.

³ *The Irish Times* tient lieu de quotidien de référence dans la presse irlandaise. Bien que fondé par un groupe de protestants en 1859, aujourd'hui, son indépendance politique et religieuse en fait un journal plutôt neutre sur le sujet sensible du conflit politique en Irlande du Nord. Pour ces raisons, les différentes citations politiques de cette étude sont tirées de ce journal.

enfin, nous verrons ce que la notion de progrès implique pour les partis unionistes, aux vues de leurs propres convictions politiques.

Une volonté de progrès vers une paix durable et une situation politique stable : la réaction des différents partis de la province au processus de paix en Irlande du Nord.

« *Les Troubles* » : déclencheurs du *Processus de Paix*.

Au préalable de l'analyse des différentes étapes du processus de paix, il convient de s'interroger d'abord brièvement sur ses origines, à savoir, ce que nous appelons les « Troubles », ce qui permettra également de dégager les concepts clés de la politique nord irlandaise et d'en saisir les différents aspects.

L'Irlande du Nord a vu le jour en 1921 avec la partition de l'Irlande. L'île a été divisée pour donner naissance à un nouvel État irlandais indépendant comprenant 26 des 32 comtés de l'île (la République d'Irlande d'aujourd'hui) dont la population était majoritairement catholique, tandis que six des neufs comtés de la province d'Ulster, à majorité protestante, conservaient leur place au sein du Royaume-Uni avec un parlement au pouvoir dévolu. Si la majorité des protestants en Irlande du Nord souhaitent depuis maintenir l'union entre la province et le Royaume-Uni, la communauté catholique, elle, dans sa grande majorité, souhaite une Irlande indépendante et réunifiée. Ce sont ces convictions qui, par extension, opposent le parti unioniste, représentant de la communauté protestante, au parti nationaliste et au parti républicain, représentants de la communauté catholique.

Parce que le système politique nord irlandais a été dominé par une élite unioniste inflexible jusqu'en 1972, la communauté catholique n'a pu être intégrée dans une société pluraliste et égalitaire (Deaglán de Bréadún, 2). Le mouvement pour les droits civiques de 1969 a eu pour but de mettre fin au statut de « citoyen de seconde classe » des catholiques. Inévitablement, ce mouvement a suscité la peur, mais a également attisé la haine d'éléments radicaux de la communauté protestante et unioniste, désireux de conserver leurs privilèges politiques et sociaux. Les quartiers populaires catholiques de Belfast sont rapidement devenus la cible d'attaques sectaires et la communauté catholique s'est tournée vers l'*Irish Republican Army* (I.R.A.), organisation paramilitaire républicaine, pour assurer sa protection. La violence s'est alors très rapidement amplifiée pour culminer en 1972 et finalement contraindre le Parlement britannique à suspendre le Parlement nord irlandais pour le remplacer par l'administration directe de Westminster sur la province. Depuis, différentes tentatives de mise en place d'une assemblée au pouvoir partagé entre les nationalistes et les unionistes ont vu le jour (comme les Accords de Sunningdale en 1973, ou l'Accord Anglo-Irlandais de 1985), mais ont suscité une telle opposition du côté unioniste que de nouvelles institutions nord irlandaises durables n'ont pu être mises en place à l'issue de ces accords⁴. La dernière de ces tentatives a été la Déclaration de Downing Street.

⁴ Pour un récit détaillé de l'histoire du conflit nord-irlandais, voir : McKittrick, David; McVea, David, *Making Sense of the Troubles*, Belfast: The Blackstaff Press, 2000.

15 décembre 1993 : la Déclaration de Downing Street

Certains historiens et journalistes tels que Deáglan de Bréadún ou encore Paul Dixon, situent le point de départ du dernier processus de paix en Irlande du Nord en 1993, avec la Déclaration de Downing Street, signée le 15 décembre de cette année entre le *Taoiseach*, Albert Reynolds, et le Premier ministre britannique, John Major. Albert Reynolds l'a souligné à l'époque : « *I have spoken about peace before Christmas, and today's declaration is the beginning of that process* » (*The Irish Times*, 18 décembre 1993). La Déclaration est l'un des textes fondateurs du processus de paix nord irlandais, qui reflète lui-même une progression irrégulière, oscillant entre de longues périodes d'immobilité, c'est-à-dire de manque de progrès politique, et de brèves poussées d'activité et de négociations politiques.

Le but premier de la Déclaration de Downing Street était d' « *essayer d'impliquer le Sinn Féin dans le processus de paix sans perdre le soutien des unionistes* » (Dixon, 235). Ses principes majeurs étaient les suivants : la résolution de la crise politique grâce à la mise en place d'un dialogue entre les différents partis de la province ; la possibilité pour le *Sinn Féin* de participer aux négociations politiques sous réserve d'abandon de la lutte armée de l'I.R.A. dont il est la branche politique ; enfin, la collaboration des gouvernements britannique et irlandais dans la résolution du conflit nord irlandais. La Déclaration a représenté un immense progrès politique qui en a appelé d'autres puisque, huit mois plus tard (le 31 août 1994) lui a succédé l'annonce d'un cessez-le-feu de l'I.R.A. Provisoire⁵, lui-même suivi par un cessez-le-feu des paramilitaires loyalistes (le 13 octobre 1994). À la suite de ces événements, John Major a annoncé, le 21 octobre 1994, la reprise des discussions entre le *Sinn Féin* et le gouvernement britannique.

Dans le camp nationaliste, la Déclaration a été plutôt bien accueillie et interprétée comme une « *opportunité pour le Sinn Féin d'intégrer le dialogue politique, sous réserve de l'abandon de la lutte armée de l'I.R.A.* » (John Smith, in *The Irish Times*, 16 décembre 1993). De son côté, John Hume voyait en la Déclaration « *un pas majeur sur le chemin de la paix* ». Pour les nationalistes, la Déclaration était synonyme de grandes espérances. En revanche, du côté unioniste, la Déclaration n'a pas suscité d'enthousiasme particulier, puisque le *UUP* ne l'a ni endossée, ni rejetée et qu'au sein du *Democratic Unionist Party*, la Déclaration a eu pour effet de mettre le feu aux poudres. Le *DUP* a en effet dénoncé l'attitude du Premier ministre comme une trahison de la part de Westminster. Cette réaction s'explique aisément par ce qui peut se définir comme une « loyauté conditionnelle » de la part de la communauté unioniste nord irlandaise. En échange de leur loyauté envers la Couronne, les unionistes attendent la protection contre les catholiques, voire des privilèges, de la part du gouvernement britannique (Mac Donald, 100). De plus, pour les unionistes en général, le rapprochement entre les gouvernements britannique et irlandais contribue à mettre en péril l'union entre la province et le Royaume Uni. Enfin, négocier avec les républicains (perçus comme des terroristes dans le camp unioniste), indiquait alors que le Parlement britannique était prêt à déroger à la règle de protection de la communauté protestante.

⁵ L'I.R.A. est le principal groupe paramilitaire républicain d'Irlande du Nord, formé à partir de volontaires irlandais en janvier 1919. En 1969, le groupe s'est scindé en deux branches : l'I.R.A. « officielle », qui condamnait le terrorisme, tandis que l'I.R.A. Provisoire (*Provisionnal*) le pratiquait de manière systématique. L'I.R.A. Provisoire a animé la lutte contre l'armée britannique et organisé des attentats spectaculaires aussi bien en Irlande du Nord qu'en Angleterre. La branche politique de l'I.R.A. Provisoire est le *Sinn Féin* de Gerry Adams, issu également de la scission des républicains en 1969 (*Provisional Sinn Féin*).

Des négociations politiques étaient attendues dans les mois qui ont suivi le cessez-le-feu de l'I.R.A. Cependant, afin de mettre fin aux inquiétudes des unionistes, le désarmement partiel de l'armée républicaine est devenu, en 1995, une condition à la participation du *Sinn Féin* aux pourparlers. Une impasse qui allait être au cœur des débats politiques pendant douze ans venait de surgir. Ce sont en effet principalement la question du désarmement de l'I.R.A. et l'intransigeance des unionistes sur la question qui ont contribué à l'absence de progrès du processus de paix au cours des années à venir. Il faudrait alors compter sur la détermination des dirigeants politiques (nord irlandais, mais également irlandais et britanniques) pour que le processus puisse aboutir.

Les pourparlers multipartites et les Accords de Belfast

Les élections générales de mai 1997 à Westminster ont changé le cours du processus de paix, avec l'arrivée de Tony Blair au poste de Premier ministre. Quelques semaines après son élection, Tony Blair a en effet montré sa détermination à sortir l'Irlande du Nord de l'impasse politique en annonçant que le gouvernement reprendrait contact avec le *Sinn Féin*. Il a également pris une décision cruciale : le désarmement de l'I.R.A. ne serait plus une condition préalable à l'entrée du *Sinn Féin* à la table des négociations. Cette décision a ainsi permis de donner une nouvelle impulsion au processus de paix, dont le progrès était bloqué par la question du désarmement de l'I.R.A.

Cependant, le boycott, dès lors, des négociations par le *DUP*, le Parti Unioniste Progressif (*Progressive Unionist Party*) et le Parti Unioniste du Royaume-Uni (*United Kingdom Unionists*), a affiché une nouvelle fois la division des unionistes de la province sur la question du processus de paix. À la suite de la décision de David Trimble d'inclure son parti dans les négociations, le député du *DUP*, Peter Robinson, a dénoncé « *l'abandon des principes unionistes* » du *UUP*, qui avait été « *absorbé dans un processus qui, par nature, ne pouvait qu'endommager l'Union* » (Judge).

En avril 1998, après sept longs mois de négociations difficiles, les pourparlers ont porté leurs fruits avec les Accords de Belfast, signés le 10 avril 1998 par tous les participants aux négociations politiques. Les Accords reprenaient le principe du partage du pouvoir entre les différents partis. Ils prévoyaient également la création d'un Conseil Ministériel commun au Nord et au Sud de l'île, d'un Conseil irlandano-britannique, ainsi que la réforme de la justice et de la police. Sur la question du désarmement des groupes paramilitaires, le document stipulait que celui-ci était indispensable dans le cadre des négociations politiques futures et que tous les participants au processus de paix devaient user de leur influence pour que la destruction des armes paramilitaires ait lieu dans les deux ans à venir. C'est ce dernier point qui allait poser problème par la suite, puisqu'en restant très vague sur la question du désarmement, à la fois les unionistes et les républicains ont pu affirmer que leurs conditions à la formation d'une assemblée étaient reprises dans les Accords.

Comme le souligne Paul Dixon dans son ouvrage, *Northern Ireland, The Politics of War and Peace*, les Accords de Belfast ont été présentés et perçus comme un véritable compromis entre les unionistes et les républicains (« *balancing unionism and nationalism* » (268)). Toutefois, la notion même de compromis peut être sévèrement remise en question puisque les républicains et les unionistes ont interprété les Accords de manière diamétralement opposée. Comme l'a justement remarqué Mo Mowlam, alors Secrétaire d'État de l'Irlande du Nord :

[...] *the Agreement had space built in for each side to argue its merits in their own way. So for Trimble it 'secured the Union' while for Adams, 'it severely weakened it'. Both could point to different bits in the text to justify their views.* (Dixon, 268)

En effet, le *UUP* a présenté les Accords à son électorat comme un désastre pour les républicains parce qu'ils consolidaient l'union entre l'Angleterre et la Province, notamment grâce au Conseil irlandais-britannique. De leur côté, les républicains présentaient les Accords, et en particulier le Conseil Ministériel commun au Nord et au Sud, comme une étape vers la réunification de l'île (Dixon, 268).

Il faut tout de même souligner la volonté des deux camps politiques de mettre un terme aux années de violence dans la province. C'est pourquoi les Accords ont été très bien accueillis par les communautés nationaliste, républicaine et unioniste, mais également à l'échelle internationale, et ont donné l'espoir de voir arriver la fin des « Troubles » en Irlande du Nord. Dans son discours du 10 avril 1998, John Hume, chef du *SDLP*, a qualifié les Accords de Belfast d'« *historiques* », et a déclaré qu'un « *nouveau jour s'était levé sur la scène politique nord irlandaise* » grâce à ces accords qui aideraient à « *créer une nouvelle coopération* » entre des communautés autrefois divisées et qui « *bannirait les armes et les bombes* » de la province. David Trimble, lui, a déclaré que les Accords de Belfast représentaient une « *occasion formidable* » de commencer un processus de paix qui garantirait un futur stable pour l'Irlande du Nord (*The Irish Times*, 11 avril 1998).

Malgré cette apparente entente des partis nationaliste et unioniste qui aurait pu laisser envisager une période de progrès politique, la fin de l'année 1998 a été marquée par le ralentissement du processus de paix, le désarmement incertain de l'I.R.A. empêchant la mise en place d'un exécutif. Il a alors fallu attendre le 2 décembre 1999 pour qu'un exécutif nord irlandais soit mis en place. D'autre part, le chef du *UUP*, David Trimble, a annoncé dans le même temps sa démission dans le cas où l'I.R.A. ne se déciderait pas à commencer son désarmement avant le mois de février 2000. Très vite, les Accords se sont avérés être une façade derrière laquelle unionistes et républicains demeuraient profondément divisés. Le 11 février, parce que l'armée républicaine n'avait toujours pas annoncé le désarmement de l'organisation, l'Assemblée nord irlandaise a, de fait, été suspendue et l'administration directe de Westminster sur la province restaurée.

Il apparaît donc bien que le progrès du processus de paix entre 1993 et 2000 a été très irrégulier, parfois même inexistant, et ce, à cause de divisions politiques extrêmement marquées. En effet, si la majorité des partis nord irlandais ont manifesté leur volonté de faire progresser le processus de paix avec la signature des Accords, leurs convictions politiques ne convergeaient pas nécessairement vers un consensus, provoquant ainsi le blocage du processus, plutôt que son avancement.

Progrès et dynamisme dans le discours politique nationaliste et républicain : acquérir une représentation politique démocratique de la communauté catholique, « *gaining from the Peace Process* ».

Les positions républicaines dans le contexte du processus de paix : la négociation comme clé de voûte du progrès.

Dès le début du processus de paix, le *Sinn Féin* a montré une forte volonté d'être pleinement impliqué dans les négociations. Comme l'a déclaré son président, Gerry

Adams, à plusieurs reprises durant les années 90: « *We are committed to a peace process and we are committed to moving it forward* » (Siggins).

L'expression « *moving the peace process forward* » a souvent été utilisée pendant le processus de paix, tant du côté républicain qu'unioniste. Il convient donc de se demander ce qu'elle signifie, dans un premier temps pour le camp républicain. Gerry Adams a fait comprendre, au travers de ses nombreuses déclarations à la presse irlandaise, que faire avancer le processus de paix impliquait la discussion et l'échange (sans pré-conditions) entre les différents partis de la province et le gouvernement britannique : « *Sinn Féin reiterates, all-party talks are vital to moving the peace process forward* » (O'Clery). D'autre part, pour les républicains, il était indispensable que les unionistes s'engagent dans le processus de paix pour que celui-ci puisse fonctionner, amener une paix durable et la stabilité politique au sein de la province. Ainsi, Gerry Adams a déclaré: « *We can't make peace without the unionists. We have to make peace with each other. [...] Because if the unionists don't engage in this process, it's going nowhere* » (Grogan). Ici, la dynamique du discours républicain, avec l'usage des expressions "*moving forward*" et "*going nowhere*", va de pair avec une réelle volonté de progrès de la part du camp républicain, se traduisant concrètement par un désir de collaboration et d'échange entre les différents acteurs du processus de paix.

En définitive, l'objectif majeur du *Sinn Féin* au cours du processus de paix a été de faire tendre la politique de la province vers un débat ouvert à tous les partis, ce qui permettrait de trouver un compromis et, surtout, de se mettre à égalité avec les autres partis de la province. Toutefois, le progrès des négociations n'a pas toujours été à la hauteur des espérances des républicains et n'a pas toujours fait écho au dynamisme du discours politique des différents protagonistes de la scène politique de la province.

L'absence de progrès du processus de paix selon les républicains.

Le *Sinn Féin* a souvent déploré le manque de progrès du processus de paix et des pourparlers ; il en a aussi identifié les raisons aux yeux des républicains.

Premièrement, jusqu'en 1997, le refus du gouvernement britannique de reconnaître le droit des électeurs du *Sinn Féin* d'être représentés lors des négociations politiques a été vivement condamné par le parti républicain : « *The British Government must accept the rights of the electorate without preconditions and [...] the need for negotiation and dialogue to resolve all problems. This is the way to remove all the guns permanently from Irish politics* » (Grogan). D'autre part, Gerry Adams a demandé au gouvernement britannique de mettre fin à son alliance avec les unionistes afin de faire progresser le processus de paix. Encore, selon les républicains, la position inflexible des Unionistes a représenté l'une des causes majeures au manque de progrès du processus de paix : « *It appears that the political leadership of unionism [...] remains wedded to a failed and unworkable status quo. The unionist parties are opposed to change and seek to prevent change* » (McGuinness). Enfin, le désarmement de l'organisation comme pré-condition à la participation du *Sinn Féin* aux négociations puis à la formation d'une Assemblée représentait pour les républicains un frein au processus. Cette requête n'était pas acceptable aux yeux du *Sinn Féin*, puisque le parti ne se considérait pas comme le représentant de l'I.R.A. sur la scène politique. Comme l'a répété Gerry Adams à de nombreuses reprises, l'I.R.A et le *Sinn Féin* sont deux organisations républicaines mais deux organisations différentes : « *Sinn Féin is not the IRA* ». Ainsi, le parti ne doit pas être pénalisé au cours des négociations politiques et ses électeurs doivent

être représentés : « *The people who vote for us have no control over the IRA or any other armed group* » (Siggins). Le *Sinn Féin* ne rejetait à l'époque pas le principe même du dépôt des armes de l'I.R.A., mais souhaitait qu'il se fasse dans le cadre d'une démilitarisation totale de la province (pas seulement des paramilitaires républicains) et d'un accord politique acceptable pour le peuple irlandais⁶ (Adams, juillet 1995).

Si la position politique du *Sinn Féin* a maintes fois été affaiblie par la question du désarmement de l'I.R.A., ce qui a par ailleurs fait sa force face aux unionistes au cours du processus de paix, c'est son alliance avec le *SDLP*. C'est précisément cette alliance qui lui a permis de constituer un front nationaliste face aux unionistes.

Le SDLP : un parti « déchiré entre les intransigeants de la scène politique nord irlandaise » (Deaglán De Bréadún).

Le *SDLP* a joué un rôle clé tout au long du processus de paix. Rappelons que les origines de la Déclaration de Downing Street se trouvent dans les entrevues entre Gerry Adams et John Hume (alors président du *SDLP*) de 1988 à 1993. John Hume avait, à l'époque, tenté de convaincre les républicains de mettre fin à leur lutte armée, permettant ainsi les premières rencontres entre le gouvernement britannique et le *Sinn Féin*.

Tout comme le parti républicain, le *SDLP* a toujours prôné la nécessité du dialogue et de la négociation pour faire avancer le processus de paix. En 1995, devant le refus du gouvernement britannique d'engager la discussion avec les républicains, les nationalistes ont déclaré : « *The SDLP [...] wants all-party talks called immediately* » (Deaglán De Bréadún, 200). D'autre part, afficher un consensus nationaliste pour vaincre l'inflexibilité des unionistes (et du gouvernement britannique jusqu'en 1993) a été l'une des préoccupations du parti au cours du processus de paix. Lors des nombreuses négociations avec le *UUP*, le *SDLP* a souvent soutenu le *Sinn Féin* dans le but d'obtenir un maximum de concessions pour la communauté nationaliste. Bien loin des préoccupations relatives aux gains électoraux, le *SDLP* s'est efforcé de maintenir la nouvelle position du *Sinn Féin* au sein de la scène politique et des pourparlers dans un souci de démocratie et d'égalité pour la communauté nationaliste et républicaine.

Parce que le parti était, aux yeux des partis unionistes, le représentant politique non armé de la communauté catholique, les négociations politiques se sont vues facilitées par sa présence. D'autre part, la position totalement pacifiste du parti lui a valu de jouer le rôle d'intermédiaire entre les républicains et les unionistes lors des pourparlers multipartites. Toutefois, dans le débat relatif au désarmement de l'I.R.A. et qui a causé le ralentissement du processus de paix, le *SDLP* s'est retrouvé dans une position peu enviable : celle d'un parti modéré, dont la seule volonté était de faire avancer le dialogue et la paix dans la province, un parti déchiré entre deux partis intransigeants sur la question des armes. Sur ce sujet épineux, le *SDLP* n'a pas pu jouer le rôle d'intermédiaire entre républicains et unionistes.

⁶ Dans la logique du discours républicain, lorsque Gerry Adams parle du « *peuple irlandais* », il s'agit de la population de l'île dans son ensemble et non pas de la population nord-irlandaise séparément de la population de la République d'Irlande.

Progrès et dynamisme dans le discours politique unioniste : « *moving forward or reflecting prejudices* ? » L'opposition au partage du pouvoir avec les républicains.

Les exigences unionistes dans le contexte du processus de paix : « No Guns, No Government ».

Le parti unioniste a été beaucoup plus réticent que le *Sinn Féin* à s'impliquer pleinement dans le processus de paix ainsi qu'à le faire « avancer », du moins dans la même direction que les républicains. Une explication à cette retenue tient dans le fait que le parti avait moins à y gagner. En effet, les unionistes étaient déjà représentés politiquement, tandis que les républicains devaient encore convaincre de leur nécessaire représentation politique. En 1994, par ailleurs, Ken Maginnis, du *UUP*, avait déclaré: « *There must be no reward for terrorism* » (Cowley). En effet, les républicains étaient à l'époque perçus comme des terroristes par les unionistes du *UUP* et n'avaient pas leur place au gouvernement. Aussi, leur représentation politique serait, selon les unionistes, une récompense inacceptable pour un comportement contestable et en marge de la politique constitutionnelle. C'est pour cela que, lorsqu'en 1997, David Trimble a décidé de faire participer son parti aux pourparlers entre les différents partis de la province, y compris le *Sinn Féin*, sa décision a été décrite comme une sérieuse prise de risque, dans *The Irish Times*, tout en permettant au processus de paix de « *passer la vitesse supérieure* » (Holland). En effet, pour le *UUP*, il s'agissait de convaincre son électorat de la nécessité, ou plutôt de l'inévitabilité, d'une telle décision.

Toutefois, la discussion avec les républicains ne pouvait s'accompagner que de préconditions, afin de rassurer et fidéliser l'électorat unioniste. Les unionistes n'ont eu de cesse de demander au parti républicain de convaincre l'I.R.A. de rendre les armes pour qu'un exécutif comprenant des membres du *Sinn Féin* puisse voir le jour à l'issue des Accords de Belfast. D'où l'expression « *No Guns, No Government* » pour qualifier leur politique. Par ailleurs, le refus de la part du *UUP* de croire ce que les républicains du *Sinn Féin* ont toujours clamé, à savoir le fait qu'ils ne sont pas en mesure d'influencer le désarmement des paramilitaires républicains, est une constante du processus de paix entre 1993 et 2000.

Le *UUP* a lui aussi répété sa volonté de « faire avancer le processus de paix » mais, pour le parti, « *moving the peace process forward* » signifiait débarrasser la politique nord irlandaise des armes, et en particulier les armes républicaines. Le *UUP* a toujours clamé que la progression de la situation politique et la création d'un exécutif comprenant les représentants du *Sinn Féin* ne pouvait se faire sans que l'I.R.A. ne dépose les armes. Ainsi, si le processus de paix nord irlandais a été bloqué à de nombreuses reprises, seuls les républicains en étaient responsables aux yeux du *UUP*. Comme l'a déclaré Jeffrey Donaldson, alors membre du parti en 1999, « *There is no basis for moving forward to enter into government with SF / IRA as long as it is engaged in violence* » (Breene, 1999).

La récession du processus de paix selon le UUP

Le non-désarmement de l'I.R.A. a été la raison principale au refus de David Trimble et du *UUP* de négocier avec le *Sinn Féin* dans un premier temps, puis de former un gouvernement avec les républicains. La question des armes de l'I.R.A. a donc représenté, aux yeux des unionistes, la cause majeure du ralentissement (en 1994), voire du blocage (en 1999) du processus de paix.

Une autre cause du blocage du processus de paix a été, selon les unionistes du *UUP*, le manque de rigueur, voire le laxisme, du gouvernement britannique vis-à-vis des républicains. Comme l'a déclaré Ken Maginnis à la presse irlandaise en décembre 1998, « *The difficulty is not in the Agreement itself but in the manner in which the [...] government [...] is trying to implement the Agreement. Their attention is [...] centred on terrorists, on the IRA [...]. They are particularly sensitive to those people and giving far too much latitude* » (Breene: 1998). Si les unionistes du *UUP* ont reproché à Londres de faire trop de concessions inacceptables aux républicains du *Sinn Féin*, eux-mêmes ont été pointés du doigt par le *DUP* pour leur manque de rigueur face aux républicains. En effet, les unionistes étaient loin de faire corps face aux républicains et aux nationalistes.

Le DUP et l'opposition de l'unionisme radical au processus de paix

Si les républicains et les nationalistes, ont presque toujours fait front face aux unionistes, le camp unioniste, lui, a montré des signes de division très clairs au cours du processus de paix. La division s'est manifestée au sein même du *UUP* mais, surtout, entre le *UUP* et le *DUP* (le deuxième parti unioniste de la province pendant les années 1990).

Le *DUP* s'est toujours opposé aux Accords de paix signés entre les gouvernements irlandais et britannique et les partis d'Irlande du Nord, et ce parce que ceux-ci préconisaient la négociation politique entre tous les partis de la province, y compris le *Sinn Féin*. Lorsqu'Ian Paisley s'est adressé aux médias le jour de la signature de la Déclaration de Downing Street, le chef du *DUP* a dénoncé « *l'accord tripartite signé entre Reynolds, l'IRA et [Major]* » [...] « *sans la consultation du peuple d'Ulster* » (Borrill). Concernant le but visé par la Déclaration, à savoir la participation éventuelle du *Sinn Féin* dans les négociations politiques, la position du chef du *DUP* était sans équivoque. Dans un discours véhément, Ian Paisley s'est adressé au Premier ministre britannique en lui demandant s'il accepterait de négocier avec « *les parrains de l'organisation qui massacrait et assassinait ses électeurs* ». Il a ajouté que le peuple d'Irlande du Nord (c'est-à-dire, dans le langage du *DUP*, les unionistes affiliés au *DUP* ou le soutenant) était « *écœuré* » par cette manœuvre politique et l'interprétait comme un « *acte de trahison* » (*The Irish Times*, 16 décembre 1993).

Le *DUP* n'a pas participé aux négociations ayant mené aux Accords de Belfast dès lors que le *Sinn Féin* a été admis à la table des négociations. Pour le *DUP*, le *Sinn Féin* et l'I.R.A. ne faisaient qu'un, et le parti s'est refusé à négocier avec « *des terroristes* ». À l'issue des négociations de 1998, le *DUP* a pointé du doigt un accord qui ne faisait qu'endommager le principe de démocratie et faisait des concessions aux « *terroristes* » (Dixon, 270). Le parti était en particulier opposé à l'entrée du *Sinn Féin* au sein du gouvernement sans désarmement préalable ainsi qu'à la réforme de la police nord irlandaise. En définitive, pour le parti, faire avancer le processus de paix signifiait exclure le *Sinn Féin* (« *SF / IRA* ») de la scène politique nord irlandaise et obliger les républicains à rendre leurs armes :

Let's move forward. Sinn Féin's inability to reform itself should not hold others back. The DUP thinks Sinn Féin should be left behind and those wedded to exclusively peaceful and democratic politics should move forward together.
(*DUP*: 2005)⁷

⁷ Cette déclaration est tirée d'un document datant de 2005 et sort donc du cadre chronologique de cette étude mais reflète bien la position du *DUP* pendant la mise en place du processus de paix.

Conclusion

L'expression « *Moving forward* », fût-elle commune aux discours des partis républicain, nationaliste et unioniste, n'a pas pour autant indiqué le consensus politique de ces partis. Elle a signifié dans un premier temps, pour les républicains et les nationalistes, la négociation sans condition entre tous les partis de la province, puis la formation d'un gouvernement avec le *Sinn Féin* sans que l'I.R.A. n'ait à rendre ses armes. Pour les unionistes, en revanche, « *moving forward* » signifiait désarmer les paramilitaires républicains dans un premier temps pour ensuite former un gouvernement avec le *Sinn Féin*. Aussi, si les deux camps ont montré par leur discours leur volonté de faire avancer le processus de paix, leurs positions respectives ont laissé apparaître des directions contradictoires sur la voie de la résolution du conflit en Irlande du Nord. En effet, en dépit d'une dynamique de discours commune, les protagonistes de la scène politique nord-irlandaise n'ont pas toujours pu traduire cette dynamique de fond en progrès tangible.

Toutefois, en plus d'avoir un dénominateur commun à leur discours, les différents partis nord-irlandais se sont rejoints sur un point : la dénonciation de l'inefficacité du gouvernement britannique. Que ce soit du côté républicain ou du côté unioniste, le gouvernement britannique a été accusé d'être à l'origine du manque de progrès dans le processus de paix. Pourtant, ce sont les gouvernements britannique et irlandais qui ont été les moteurs du processus de paix et qui ont tenté de trouver un compromis politique acceptable aux deux forces politiques de la province. Dans le même temps, cette démarche a montré ses limites avec, parfois, des phases de contre-productivité. Le langage des textes officiels du processus de paix est un langage conçu pour accommoder tant les unionistes que les républicains. Certaines phrases en effet, ont pu laisser penser à la fois au *UUP* et au *Sinn Féin* que leur camp l'avait emporté dans le débat sur des questions délicates, comme les armes de l'I.R.A. C'est justement pour cette raison que le processus de paix a été ralenti lors de la mise en pratique de ces textes officiels. Il a fallu du temps pour que les unionistes et les nationalistes s'entendent sur les textes de paix mais il en a fallu d'avantage pour faire évoluer les mentalités et faire accepter la nécessité du changement aux deux camps politiques opposés.

Bibliographie

Sources primaires

Accords de Paix:

Joint Declaration on Peace : The Downing Street Declaration, Wednesday, 15 December 1993.

The Agreement reached in the multi-party negotiations, 10 avril 1998. Site Internet : <http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/agreement.htm>.

Publications des partis:

- *DUP:*

Democratic Unionist Party, *Facing Reality : the Best Way Forward*, Belfast: Janvier 2006. Site Internet : www.DUP2win.com. Consulté le 14 octobre 2009.

Democratic Unionist Party, *Moving on*, Belfast: 2005. Site Internet : www.DUP2win.com. Consulté le 16 octobre 2009.

- *Sinn Féin :*

Sinn Féin, *Northern Ireland Assembly Election Manifesto - For Real Change - Building a New Ireland*, 1998. Site internet: <http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/manifestos.htm>. Consulté le 16 octobre 2009.

Westminster General Election Manifesto - Building a Dynamic for Change, 1997. Site internet: <http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/manifestos.htm>. Consulté le 16 octobre 2009.

- *Social Democratic Labour Party*

SDLP, *Northern Ireland Assembly Election Manifesto - Now, Say Yes To A Future Together*, 1998. Site Internet: <http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/manifestos.htm>. Consulté le 16 octobre 2009.

- *Ulster Unionist Party*

UUP, *Westminster General Election Manifesto - Secure the Union, Build your Future*, 1997. Site Internet: <http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/manifestos.htm>. Consulté le 16 octobre 2009.

Articles de presse:

« Adams calls for street process to break the impasse in peace process », *The Irish Times*, 17 avril 1995.

Adams, Gerry, « Fudging by British and Unionists is real obstacle to political settlement », *The Irish Times*, 14 juillet 1995.

Borrill, Rachel, « Warning of Protestant backlash by Paisley », *The Irish Times*, 16 décembre 1993.

Breene, Suzanne, « Mowlam insists progress before Christmas crucial », *The Irish Times*, 11 décembre 1998.

Breene, Suzanne, « SF will not be treated as normal, says UUP », *The Irish Times*, 6 septembre 1999.

Cowley, Martin, « Adams believes peace talks impasse will be broken », *The Irish Times*, 11 avril 1994.

Grogan, Dick, « Adams says move to unarmed strategy could come sooner than later », *The Irish Times*, 29 août 1994.

Holland, Mary, « Peace Process silently slips into higher gear », *The Irish Times*, 27 novembre 1997.

Hume, John, « An address to the plenary session, 10 avril 1998 », *The Irish Times*, 11 avril 1998.

JOHN HUME'S ARGUMENT. (1994, January 5). *The Irish Times* (1874-Current File), 13. Retrieved November 20, 2009, from ProQuest Historical Newspapers *The Irish Times* (1859-2008). (Document ID: 1539836842).

Judge, Theresa, « Attack by Robinson shows up unionist divisions », *The Irish Times*, 16 septembre 1997.

« Major gets Commons support as Paisley rejects Dublin link » *The Irish Times*, 16 décembre 1993.

McGuinness, Martin, « Unionists remain wedded to an unworkable status quo », *The Irish Times*, 29 octobre 1998.

O'Clery, Connor, « Only the IRA can disarm its members, Adams says », *The Irish Times*, 20 mai 1995.

Quotes of the Week, *The Irish Times*, 18 décembre 1993.

Siggins, Lorna, « Adams says Spring's insistence on total cessation of violence will not help peace », *The Irish Times*, 22 août 1994.

Sources secondaires

Chilton, Paul, *Analysing Political Discourse, Theory and Practice*, Oxon: Routledge, 2004.

Dixon, Paul, *Northern Ireland, The Politics of War and Peace (Second Edition)*, Basingstoke: Palgrave MacMillan, 2008.

Deaglán de Bréadún, *The Far Side of Revenge, Making Peace in Northern Ireland*, Cork: The Collins Press, 2001.

Mac Donald, Michael, *Children of Wrath: Political Violence in Northern Ireland*, Cambridge: Polity Press, 1986.

Mac Ginty, Roger; Darby, John, *Guns and Government: the Management of the Northern Ireland Peace Process*, New York: Palgrave, 2002.